Revue française de science politique

Aspects de la politique des nationalités dans la Fédération socialiste yougoslave

Monsieur Georges Castellan

Citer ce document / Cite this document :

Castellan Georges. Aspects de la politique des nationalités dans la Fédération socialiste yougoslave. In: Revue française de science politique, 10e année, n°1, 1960. pp. 83-106;

doi : https://doi.org/10.3406/rfsp.1960.392562

https://www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1960_num_10_1_392562

Fichier pdf généré le 23/04/2018

Aspects de la Politique des Nationalités dans la Fédération Socialiste Yougoslave

GEORGES CASTELLAN

L'ETAT YOUGOSLAVE constitué en 1918 est mort de n'avoir su faire vivre ensemble Croates, Serbes et Slovènes : le fait est connu. La Yougoslavie socialiste a cherché à résoudre ce problème qui était celui de son existence même. Où en est-elle après douze ans d'efforts ? Statistiques et enquêtes sur le terrain permettent à l'historien d'esquisser un début de réponse [1].

L'article 1 de la Constitution de 1953 déclare : « La République fédérative populaire de Yougoslavie est un Etat socialiste démocratique *fédéral* de *peuples souverains* et égaux en droit ». Ainsi est affirmé le caractère multinational de la Yougoslavie nouvelle, dont on précise : « Les républiques populaires fédérées reposent toutes sur une base nationale à l'exception de la République populaire de Bosnie et d'Herzégovine ». On remarquera que l'on ne trouve pas trace dans la littérature yougoslave actuelle de discussion théorique sur la valeur de ce concept de nationalité. Il est accepté d'emblée comme une donnée de l'Histoire : « La Yougoslavie est un Etat multinational. Historiquement il est tout à fait normal que l'on y trouve également plusieurs religions. Les événements tumultueux qui se sont déroulés au cours de l'histoire dans

1. Trois voyages (1952, 1957, 1958) nous ont permis de visiter les six républiques fédérées. Il nous faut rendre hommage à la bonne grâce des autorités officielles qui ont fait l'impossible pour satisfaire notre curiosité — et à de nombreux concours bénévoles, en particulier parmi nos collègues des Universités de Belgrade, Ljubljana, Sarajevo. A tous nous exprimons notre vive reconnaissance.

Il ne sera pas question dans les pages qui suivent des minorités nationales, shqiptare, hongroise, turque et autres, auxquelles nous espérons consacrer une étude ultérieure.

Persée creative commons BY:

cette partie du monde y ont d'ailleurs contribué. La Yougoslavie est peuplée de Serbes, de Croates, de Slovènes, de Macédoniens et de Monténégrins. Elle compte également plusieurs minorités nationales. [2] »

Données statistiques
Le recensement de 1953 (3)

Les statistiques officielles distinguent les Yougoslaves et les minorités nationales. Les Yougoslaves figurent sous six rubriques différentes : les cinq nationalités ou groupes ethniques, Serbes, Croates, Slovènes, Macédoniens, Monténégrins — plus celle de « Yougoslaves non spécifiés ». Ces derniers sont des « personnes étant Yougoslaves, mais ne s'étant pas prononcées sur leur nationalité ethnique » [4]. L'appellation Bosniaque ou Herzégovinien n'existe pas. Une remarque méthodologique du recensement est importante : « La réponse à la question posée sur la nationalité ethnique a été donnée *selon la conviction personnelle* de chaque habitant [5]. Pour les enfants au-dessous de dix ans, la réponse a été inscrite d'après la déclaration des parents. [6] » Le critère officiel de la nationalité est ainsi le sentiment que chacun a de son appartenance. Il ne coïncide pas avec la langue : « Les Serbes, les Croates, les Monténégrins et les Yougoslaves non-spécifiés parlent la langue serbo-croate, tandis que les Slovènes et les Macédoniens parlent leurs langues nationales. [7] » Pas exactement non plus avec la religion ; au dernier recensement de 1953 les pourcentages étaient les suivants :

Serbes :	41 %	Orthodoxes :	48 %
Croates + Slovènes :	32 %	Catholiques romains :	36 %

On ne peut donc poser d'équation rigoureuse. La nationalité apparaît finalement comme un élément subjectif, produit de la tradition et de la culture au sens le plus large.

2. Note du Service d'information : *La religion dans la République populaire fédérative de Yougoslavie.*

3. Outre les annuaires statistiques, voir P. Myers et A. Campbell, *The population of Yougoslavia*, Washington U.S. Government Printing Office, 1954.

4. *Statisticki Godisnjak*, 1957, p. 64.

5. C'est nous qui soulignons.

6. *Statisticki Godisnjak F.N.R.J.*, 1957, p. 64.

7. *Petit manuel statistique de la Yougoslavie*, 1956, p. 31.

En 1953 la composition ethnique de la population yougoslave était la suivante :

(*En milliers*)

	Population totale	Yougoslaves	Non Yougoslaves	% des Yougoslaves
Fédération	16 937	14 887	2 050	89
Serbie	6 979	5 541	1 438	83
Croatie	3 919	3 772	147	96
Slovénie	1 466	1 448	18	98
Bosnie-Herzégovine	2 848	2 825	21	99
Macédoine	1 305	905	400	69
Monténégro	420	395	25	94

Ainsi les minorités nationales n'ont quelque importance que dans deux républiques : en Serbie où elles représentent 17 % de la population, et surtout en Macédoine où elles représentent 31 %. Elles posent d'intéressants problèmes sur lesquels la Yougoslavie nouvelle s'est penchée, mais qui sortent de notre propos.

La structure nationale de la population yougoslave d'après la déclaration des intéressés lors du recensement de 1953 est donnée par le tableau suivant :

POPULATION YOUGOSLAVE SUIVANT LES NATIONALITÉS

I. *En milliers*

	Fédération		Croatie	Slovénie	Bosnie	Macédoine	Monténégro
Serbes	7 066	*5 153*	588	11	1 264	35	14
Croates	3 976	173	*3 188*	18	654	3	10
Slovènes	1 487	21	43	*1 415*	6	1	1
Macédoniens	893	27	2	1	2	*861*	—
Monténégrins	466	86	5	1	7	3	364
Yougoslaves non-spécifiés	999	81	16	2	*892*	2	6
	14 887	5 541	3 772	1 448	2 825	905	395

II. *En pourcentages*

	Fédération	Serbie	Croatie	Slovénie	Bosnie	Macédoine	Monténégro
Serbes	100	*72,6*	8,4	0,2	18	0,5	0,3
Croates	100	4,4	*78,5*	0,4	16,4	0,1	0,2
Slovènes	100	1,4	2,9	*95,1*	0,4	0,1	0,1
Macédoniens	100	3	0,2	0,1	0,2	*96,5*	—
Monténégrins	100	18,4	1,0	0,2	1,5	0,6	*78,3*
Yougoslaves non-spécifiés	100	8,1	1,6	0,2	*89,3*	0,2	0,6

Le cas des nationalités ayant leur République propre est le plus simple. Les Macédoniens sont presque tous en Macédoine : 96,5 % tandis que :

— 27,4 % des Serbes sont hors de la Serbie ;
— 21,5 % des Croates hors de la Croatie ;
— 4,9 % des Slovènes hors de la Slovénie ;
— 21,7 % des Monténégrins hors du Monténégro.

Du point de vue des nationalités yougoslaves, la Macédoine, la Slovénie et le Monténégro sont presque homogènes. An contraire un problème se pose des rapports des nationalités en Serbie et en Croatie. L'histoire récente le confirme.

Le cas de la Bosnie-Herzégovine est plus complexe. Cette République, la plus purement yougoslave, à 99 %, apparaît formée de trois groupes :

— les Serbes ..... 45 %
— les Croates ..... 23 %
— les Yougoslaves non spécifiés ..... 31 %

On sait que ceux-ci n'ont pas voulu ou pas su se prononcer sur leur appartenance nationale. On précise : « Ce sont en règle générale les musulmans ou les anciens musulmans.[8] » Ainsi le sentiment d'appartenir à la nationalité serbe ou croate — ces non-spécifiés se rattacheraient théoriquement à l'une ou l'autre dans leur très grande majorité — a été obnubilé par celui de l'appartenance à la communauté musulmane. C'était encore le cas en 1953 pour 999 000 individus sur 1 183 000 Yougoslaves musulmans[9], soit 84 %.

8. *Petit manuel de statistique de la Yougoslavie*, 1958, p. 31.
9. Note du Service d'information : *Les Musulmans et la Communauté confessionnelle de l'Islam en République populaire fédérative de Yougoslavie.*

Héritage de la Yougoslavie ancienne et de la guerre

Il ne saurait être question de reprendre l'historique des problèmes nationaux depuis la formation de la Yougoslavie en 1918, ce serait refaire l'histoire entière de cette période. On se contentera de marquer les répercussions statistiques des politiques suivies.

Tout d'abord la Yougoslavie d'avant-guerre ne connaissait que trois nationalités : les Serbes, les Croates et les Slovènes. L'appellation officielle du 1er décembre 1918 au 28 juin 1921 fut : Royaume des Serbes, Croates, Slovènes. Si le Monténégro gardait son nom parmi les provinces du Royaume, ses habitants étaient considérés comme Serbes. Quant à la Macédoine, dès la Constitution de 1921 elle n'était qu'un morceau d'une province serbe, la Serbie du Sud, qui comprenait en outre l'actuel Kosmet et l'ancien Sandjak de Novi-Pazar. Ce système fut considérablement aggravé par l'ordonnance royale du 3 octobre 1929 qui découpait le territoire en 9 banats, faisant disparaître les frontières et même les noms historiques. Seule la Slovénie restait dans ses limites traditionnelles, mais sous le nom de Dravska. Il n'y avait plus désormais ni Serbes, ni Croates, ni Slovènes, mais seulement des Yougoslaves et des minorités étrangères. Encore la politique envers ces dernières était-elle si peu libérale que les résultats du recensement de 1931 relatifs aux minorités — définies par leur langue — ne furent jamais publiés ! On ne peut donc comparer que les chiffres de 1921 et ceux de l'immédiat après-guerre, 1948.

					Différence 1921-48	
Yougoslaves	9 932	82,9	13 792	87,4	+ 3 790	38
Non-Yougoslaves	2 053	17,1	1 980	12,6	— 73	3,5

En chiffres absolus, les Yougoslaves ont augmenté de 40 % par accroissement naturel. Les minorités au contraire ont diminué par suite des circonstances de la guerre : expulsion des Allemands, départ des Turcs entre autres. La population de l'après-guerre était finalement plus homogène, plus slave, que celle de l'ancien royaume : de + 4,5 %.

En l'absence de statistiques des nationalités yougoslaves on peut essayer de raisonner sur les statistiques religieuses en tenant compte du fait qu'avant-guerre tous déclaraient une appartenance confessionnelle [10]. L'évolution est donnée ci-dessous :

COMPOSITION RELIGIEUSE DE LA POPULATION

(*En %*)

	1921	1931	1939	1948	1921-24
Orthodoxes serbes	46,7	48,7	49,4	50,1	+ 3,4
Catholiques romains	39,3	37,4	36,6	36,3	— 3,0
Musulmans	11,2	11,2	11,5	12,1	+ 1,0
Protestants	1,9	1,7	1,6	1,1	— 0,8
Autres	0,9	1,0	0,9	0,4	— 0,5

Sur le plan des nationalités, la comparaison la plus intéressante est celle des années 1921-1948. Elle donne une nette augmentation des orthodoxes serbes, c'est-à-dire des Serbes-Monténégrins-Macédoniens. Elle s'explique très naturellement par la forte natalité, supérieure chez ces populations à celle des Croates et des Slovènes [11]. L'augmentation des musulmans est due à la même cause, puisque c'est chez eux que l'on trouve les plus forts pourcentages : 42,5 ‰ dans le Kosmet, 38,6 ‰ en Bosnie-Herzégovine. La diminution des protestants a vu jouer la cause inverse, mais aussi le départ de certains éléments par suite de la guerre : ainsi les Allemands de Slovénie. La diminution de la population catholique est la plus marquée et résulte de causes multiples : démographiques d'abord, par des taux de natalité plus faibles — mais encore occasionnelles : la quasi-disparition de la minorité allemande (506 000 en 1921 et 55 000 en 1948) et la réduction de la minorité italienne (80 000 en 1921 et 13 000 en 1948).

Finalement, les répercussions statistiques de la politique du Royaume de Yougoslavie, voire des Etats successeurs de la période de la guerre, apparaissent faibles. Il n'en est pas de même dans le domaine psychologique.

10. En 1921, 1 107 individus — en 1931, 1 381 — déclaraient n'avoir pas de religion ou étaient d'une appartenance inconnue.

11. Taux de natalité ‰ en 1953 :

Serbie	26,6	Slovénie	22,4
Croatie	22,8	Macédoine	32,9
Monténégro	37,9		

Le conflit serbe-croate s'est confondu vingt-sept années durant avec une lutte des orthodoxes contre les catholiques et réciproquement. Celle-ci atteignit son point culminant durant la guerre quand les Oustachis de Pavelic procédèrent à de systématiques massacres de Serbes orthodoxes. Un historien américain écrit :

> « La pire situation régnait en Croatie où le slogan du régime Pavelic était *Za dam Spremni*, (Prêts pour la Patrie), ce qui signifiait qu'il n'y avait pas de place pour les Serbes dans le nouvel Etat croate [12]. Les Oustachis entreprirent d'exterminer une partie de la population serbe et de forcer le reste à devenir croate. De là une série de " nuits de la Saint-Barthélemy " contre les Serbes orthodoxes et aussi contre les Juifs. Quelques membres de la hiérarchie catholique croate assumèrent la responsabilité de ces boucheries et participèrent à la conversion forcée des Serbes au catholicisme. Les musulmans entrèrent en action et la Yougoslavie fut déchirée par une guerre de religions où catholiques et musulmans étaient alliés contre les orthodoxes et les Juifs. En 1942 Pavelic se vanta de ce que " de grands exploits aient été réalisés par les Allemands et les Croates ensemble. Nous pouvons dire avec fierté que nous avons réussi à briser la nation serbe qui est, après les Anglais, la plus têtue et la plus stupide ". Il va sans dire que les Serbes usèrent de représailles partout où ils purent et se vengèrent de façon sanglante surtout en Bosnie-Herzégovine et dans le Sandjak voisin [13] ».

Tous les témoignages recueillis tant à Ljubljana qu'à Zagreb ou à Sarajevo vont dans le même sens.

Cette tragique histoire n'était que l'aboutissement du malentendu fondamental qui dès la signature du Pacte de Corfou le 2 juillet 1917 pesa sur l'Etat des Yougoslaves. Les Karageorgevitch restèrent essentiellement « Grands Serbes » et ne conçurent jamais la Yougoslavie que comme une Serbie agrandie. A partir de 1929, la fiction constitutionnelle ayant disparu devant la rude dictature du roi Alexandre, on eut la prétention de faire des Yougoslaves qui auraient oublié leurs nationalités particulières. Or le terme « yougoslave » est purement ethnique et n'évoquait rien dans la conscience des intéressés. L'éclatement de la Yougoslavie en 1941

12. Il s'étendait alors jusqu'à Zemun en face de Belgrade, au confluent de la Save et du Danube, et comprenait toute la Bosnie-Herzégovine, donc une région purement serbe et une autre dans laquelle les Serbes étaient en majorité.

13. STAVRIANOS (L.S.), *The Balkans since 1453*, New York, 1958, p. 772.

ne fut pas seulement le résultat de la défaite militaire ; le Royaume est mort de n'avoir ni su ni voulu construire un état où pouvaient cohabiter en paix les nationalités yougoslaves.

Les nationalités
Principes de la Yougoslavie nouvelle

Que le problème fût difficile à résoudre, on peut en donner la meilleure preuve : il divisa sérieusement le parti communiste lui-même. Le Ve Congrès de l'Internationale à Moscou en 1924 avait pris en effet une position très nette sur le problème des nationalités : il avait proclamé pour chaque nation le droit à l'autodétermination jusqu'à la séparation inclue, et avait appelé à la sécession « les peuples opprimés de Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie et Grèce » [14]. Il avait pensé que ce devait être le cas de la Macédoine, de la Croatie et de la Slovénie pour la Yougoslavie. Cette résolution du Komintern provoqua de vifs remous dans le parti communiste yougoslave ; il se coupa en deux, avec une gauche qui acceptait les directives, une droite qui les refusait. La direction du parti se rallia à la droite et protesta — d'accord sur ce point avec le parti communiste grec — contre tout projet de formation d'une Macédoine indépendante. En juin 1925 Staline écrivait à Sima Markovitch, secrétaire du parti communiste yougoslave, qu' « il ne fallait pas considérer la question nationale de façon isolée, mais indissolublement liée à la question de la victoire de la Révolution, comme un élément de la question générale de la Révolution » [15]. Markovitch fut remplacé, mais ce fut le début d'une longue crise du parti. Lorsqu'en 1937 Tito prit la direction du parti communiste yougoslave, il se garda bien de lui imposer une ligne précise sur ce point : « Ainsi le parti n'avait-il pas défini sa position sur le problème des nationalités quand la guerre éclata » [16]. L'occupation et le déchaînement des haines nationales et religieuses qui s'ensuivit l'amena à reconsidérer la question. En

14. C'est à la suite de cette prise de position que le leader paysan croate Raditch se rend à Moscou et décide de l'adhésion de son parti à la IIIe Internationale, ce qui lui valut par la suite un procès de haute trahison et l'emprisonnement.

15. Cité d'après STAVRIANOS, *op. cit.*, p. 615.

16. STAVRIANOS, *op. cit.*, p. 777.

septembre 1942 Tito publia un article sur « le problème national à la lumière de la guerre nationale de libération » qui définissait les principes de base : les nations yougoslaves ont droit à l'autodétermination et celle-ci peut aller jusqu'à la sécession. L'adoption de cette ligne, qui était fidèlement celle du Komintern de 1924, fut l'un des éléments essentiels de la victoire.

> « Quoique cet article ne définit que des principes généraux, il attira beaucoup de monde dans le camp des Partisans. Tous les autres partis yougoslaves étaient organisés en fait, sinon en théorie, sur des bases exclusivement nationales ou religieuses.. Seuls les Partisans avaient une organisation pan-yougoslave et un programme fondé sur la tolérance nationale. Beaucoup de Yougoslaves acceptèrent la direction du parti communiste comme la seule alternative à la destruction de l'Etat yougoslave et à l'extermination mutuelle des nationalités yougoslaves. [16] »

Ces principes maintes fois affirmés et précisés trouvent leur plus récente formulation dans le nouveau *Programme de la Ligue des communistes de Yougoslavie* adopté au VIIe congrès de Ljubljana des 22 au 26 avril 1958. On en retiendra les passages essentiels :

> « L'unité de la Yougoslavie n'est possible que si elle est fondée sur le libre développement national et une complète égalité des Serbes, des Croates, des Slovènes, des Macédoniens, des Monténégrins et des minorités nationales. C'est pour ces raisons que la Yougoslavie socialiste est née et ne pouvait être créée que comme une fédération de peuples égaux en droit et souverains. Les droits qui garantissent à tous les peuples de Yougoslavie l'égalité et un libre développement matériel et culturel sont définis par la Constitution et garantis tant par le statut des Républiques populaires que par les autres institutions de l'Etat fédéral. Ces droits sont respectés et exercés dans la pratique dans tous les rapports intérieurs de la communauté yougoslave et portent tant sur les rapports entre citoyens que sur les relations internationales.
>
> La Ligue des communistes de Yougoslavie veillera aussi à l'avenir à ce que ces acquisitions de la révolution socialiste et de l'édification du socialisme soient respectées, consolidées et continuent à se développer. [17] »

16. STAVRIANOS, *op. cit.*, p. 777.
17. Cité d'après le texte anglais : *The program of the League of Yugoslav communists*, Belgrade, 1958, p. 196.

Egalité et indépendance « doivent nécessairement avoir pour point d'appui une solide base matérielle ». Cette base est fournie « en premier lieu par l'unité socialiste des rapports sociaux et économiques fondés sur la propriété sociale des moyens de production ». En outre : « Les républiques ont une complète indépendance dans la détermination du programme de leur développement économique à l'intérieur des proportions générales du Plan économique fédéral » [18]. Mais, fait remarquer le programme :

> « Cette égalité des droits serait de pure forme pour certaines parties de la Yougoslavie si la communauté socialiste ne tenait pas compte du fait que leur développement économique a été retardé par des conditions historiques spécifiques. Il est absolument nécessaire pour le développement économique normal de tout le pays et comme condition indispensable de la fraternité et de l'unité des peuples yougoslaves que leur égalité politique et juridique soit peu à peu complétée par l'égalité économique. C'est pourquoi le souci constant d'accélérer le développement économique des régions arriérées doit être l'élément essentiel de la politique de la Yougoslavie et de son système économique. Les investissements en ce domaine doivent en premier lieu développer les forces productives qui donneront à ces régions une base matérielle indépendante et ne représenter que secondairement et si nécessaire des subventions budgétaires pour assurer une certaine uniformité de niveau des services sociaux et de la politique sociale » [19].

Par suite de cette uniformisation des richesses, « l'unité des peuples de Yougoslavie n'est pas seulement l'intérêt national et politique de chaque peuple, elle est devenue l'intérêt social et matériel de chaque travailleur comme tel » [20]. C'est la source même du patriotisme socialiste yougoslave :

> « Celui-ci n'est pas incompatible avec la conscience démocratique nationale, il est son complément nécessaire, au niveau international, dans les conditions de la communauté socialiste des peuples. Il ne peut être question de créer une nouvelle " nation yougoslave " à la place des actuelles nationalités : mais une croissance organique et un renforcement de la communauté socialiste des producteurs, des travailleurs et de l'ensemble de la population yougoslave : d'affirmer leurs intérêts communs

18. *Op. cit.*, p. 197.
19. *Op. cit.*, p. 197.
20. *Op. cit.*, p. 199.

sur les bases des relations socialistes. Un tel yougoslavisme n'est pas incompatible avec le développement libre des langues et des cultures nationales. Il présuppose même un tel développement. [21] »

Vient ensuite l'affirmation des mêmes droits aux minorités nationales non yougoslaves. puis la dénonciation des manifestations négatives dans les relations entre nationalités.

« En premier lieu les vestiges politiques et idéologiques du nationalisme bourgeois sont encore actifs. Dans les conditions actuelles ils trouvent un encouragement dans le bureaucratisme qui, comme tel, assume toujours des tendances particularistes au sommet, tout en étant centralisateur à la base ... Un autre facteur peut exercer une influence nuisible sur les relations entre les diverses nationalités en Yougoslavie, les tendances au centrisme bureaucratique et ses manifestations idéologiques et politiques, c'est-à-dire l'hégémonie du grand Etat. [22] »
« Dans leurs activités quotidiennes, les communistes de Yougoslavie combattront par tous les moyens idéologiques et politiques possibles, toutes les sources et manifestations du nationalisme, du chauvinisme et des tendances particularistes égoïstes, de même que les tendances au centralisme bureaucratique et à l'hégémonie du grand Etat. Ils opposeront une active résistance à tous les essais d'exploiter les contradictions matérielles que la Yougoslavie socialiste a héritées du passé, à toute tentative pour fomenter le nationalisme, le chauvinisme et l'égoïsme particulariste. Dans les masses les communistes promouvront un esprit de rapprochement, une compréhension mutuelle et une assistance réciproque entre les peuples de Yougoslavie, l'idée de la fraternité et de l'unité ainsi que les idées de l'internationalisme prolétarien, de rapprochement et d'amitié des peuples en général. En même temps ils combattront toute excitation à la haine, tout préjugé national et racial et toute tendance à s'arroger des privilèges nationaux. [23] »

Effort de création d'une base matérielle

En accord avec ces principes, la Yougoslavie socialiste a d'abord travaillé à réduire l'inégal développement économique des républiques.

21. *The Program of the League..., op. cit.*, p. 200.
22. *Op. cit.*, p. 202.
23. *Ibid.*, p. 203.

La comparaison du revenu national par république et par habitant, dans son évolution, serait le signe le plus manifeste de cet effort. On sait toutefois combien le calcul du revenu national est délicat et variable suivant les régimes politiques, ce qui interdit toute comparaison entre la Yougoslavie capitaliste et la Yougoslavie nouvelle. D'autre part, les statistiques socialistes sont muettes sur la répartition par République jusqu'en 1950. Force est donc de limiter les comparaisons à cette date extrême.

POURCENTAGE DU REVENU NATIONAL PAR RÉPUBLIQUE [24]

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956
Serbie	39 %	39 %	34,4 %	36,4 %	33,4 %	35,6 %	35,9 %
Croatie	28	27	25,4	25,4	27,1	27,5	27,4
Slovénie	15	15,15	17,2	15,8	16,4	16,5	16,5
Bosnie-Herzégovine	11	12	13	13,1	13,5	13,5	13,0
Macédoine	5	5	5,0	5,4	5,4	6,1	5,6
Monténégro	1	1	1,5	1,4	1,3	1,4	1,5
Non distribué (*a*)		—	3,5	3,5	3,9	—	—
Fédération		100					
Fédération (chiffre absolu en 1 000 dinars)	208	231	854	1 022	1 162	1 398	1 445
Fédération (% d'augmentation)	100	111	410	491	558	672	694

(*a*) Comprend divers éléments comptables qui disparaissent en 1955.

IMPORTANCE RELATIVE DES RÉPUBLIQUES

(*En %*)

	Territoire			Moyenne territoire et popul.	
		1950	1956	1950	1956
Serbie	34,6	41,4	41,2	38	37,9
Croatie	22,0	23,6	22,7	22,8	22,3
Slovénie	7,9	8,7	8,5	8,3	8,2
Bosnie-Herzégovine	20.0	16.5	17,3	18.2	18,6
Macédoine	10,0	7,4	8,0	8,7	9,0
Monténégro	5,5	2,4	2,6	3,9	4,0

24. Tableau calculé d'après *Statisticki Godisnjak*, 1956 et 1957, pp. 91 et 132.

Le premier de ces deux tableaux permet de hiérarchiser les Républiques et montre l'écrasante supériorité de la Serbie et de la Croatie dans la formation du revenu national : 67 % en 1950, 63,3 % encore en 1956. Le second nuance cette hiérarchie.

Le territoire avec ses ressources et les habitants avec leur force de travail représentent, très grossièrement, les facteurs premiers de la formation du revenu national ; on peut en combinant ces deux facteurs hiérarchiser l'importance de chaque république à l'intérieur de la Fédération. Comparons les chiffres obtenus avec les pourcentages de la répartition géographique du revenu national. En 1950, trois pourcentages du revenu national sont supérieurs à ceux de l'importance relative ; par ordre décroissant :

(*En %*)

	Revenu national	Import. relative	Différence
Slovénie	15	8,3	+ 6,7
Croatie	28	22,8	+ 5,2
Serbie	39	38	+ 1

On peut donc considérer que *ces trois républiques sont « développées » à un niveau supérieur à la moyenne yougoslave* et que ce développement est surtout poussé en Slovénie, puis en Croatie, la Serbie étant à peine au-dessus de la moyenne. L'observation sur place confirme cette conclusion. Par contre, pour trois républiques, les pourcentages du revenu national sont inférieurs à ceux de l'importance relative. Par ordre croissant :

(*En %*)

	Revenu national	Import. relative	Différence
Monténégro	1	3,9	— 2,9
Macédoine	5	8,7	— 3,7
Bosnie-Herzégovine	11	18,2	— 7,2

On peut donc considérer que *ces trois républiques sont « sous-développées » par rapport à la moyenne yougoslave*. Le retard augmente du Monténégro à la Macédoine et de celle-ci à la Bosnie-Herzégovine.

Pour faire disparaître ces inégalités et donner à chaque république les bases matérielles de son autonomie, le régime a compté sur l'industrialisation. Aussi trouve-t-on dans tous les annuaires statistiques le tableau suivant :

INDICES DE PRODUCTION INDUSTRIELLE PAR RÉPUBLIQUE [25]

(Base 1939 = 100)	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956
Serbie	172	157	156	173	190	222	251
Croatie	162	153	156	173	202	229	244
Slovénie	174	167	169	196	217	247	265
Bosnie-Herzégovine	175	177	175	183	226	292	343
Macédoine	286	260	272	282	351	409	461
Monténégro	278	224	329	404	443	589	627
Fédération	172	166	164	183	208	242	266

La production industrielle des républiques sous-développées semblerait avoir fait de remarquables progrès. Sans doute, mais tout dépend du point de départ. En 1955, dernier chiffre connu, la production industrielle de la Fédération a été évaluée à 608 milliards de dinars, celle du Monténégro à 4,6 milliards de dinars, de Macédoine à 32,5 et de Bosnie à 91 milliards de dinars, au total pour ces trois républiques, 21 % de l'ensemble. Le tableau des indices industriels (ci-dessus) ne doit donc pas faire illusion.

Le problème est finalement de savoir si ces efforts, si modestes soient-ils, ont quand même contribué à réduire le retard économique des républiques sous-développées. Il faut aussi tenir compte du fait que, possédant les plus forts indices de natalité, le poids de leur population tend à augmenter dans la Fédération.

A partir des tableaux de la page 94, comparons la participation au revenu national et l'importance relative des républiques en 1956.

PARTICIPATION AU REVENU NATIONAL
ET IMPORTANCE RELATIVE DES RÉPUBLIQUES EN 1956

	Revenu national	Importance relative	Différ. en 1956	Comparaison des différ. 1950-1956
Slovénie	16,5	8,2	+ 8,3	+ 1,6
Croatie	27,4	22,3	+ 5,1	— 0,1
Serbie	35,9	37,9	— 2	— 3
Monténégro	1,5	4,0	— 2,5	+ 0,4
Macédoine	5,6	9,0	— 3,4	+ 0,3
Bosnie-Herzégovine	13,0	18,6	— 5,6	+ 1,6

25. *Stat. God.*, 1956, p. 150, et 1957, p. 187.

Finalement :

1° Les trois républiques sous-développées en 1950 restent encore sous-développées en 1956 (différences négatives), mais la Serbie dans son ensemble est maintenant au-dessous de la moyenne yougoslave.

2° Les trois républiques sous-développées en 1950 ont incontestablement progressé, réduisant leur retard, et le progrès le plus net a été accompli par la république la plus arriérée, la Bosnie-Herzégovine.

3° En définitive, la disparité entre les républiques n'a pratiquement pas été réduite puisque entre la république la plus développée, la Slovénie, et la moins développée, la Bosnie, il y avait en 1950 un écart de 13,9 points, et qu'en 1956 on retrouve rigoureusement le même écart (de + 8,3 à — 5,6). Stabilité due évidemment au fait que la Slovénie a continué sa progression, constituant maintenant une pointe nettement détachée.

Si du plan économique on passe au plan social, les résultats de la politique suivie sont mis en lumière par le tableau suivant :

REVENU NATIONAL PAR HABITANT

	1950		1956		Accroissement 1950-1956 en % (1950 = 100)
	En dinars	En indice Féd. = 100	En dinars	En indice Féd. = 100	
Slovénie	22 880	178	158 660	194	*691*
Croatie	15 210	119	99 000	122	*660*
Serbie	12 150	95	71 095	88	592
Macédoine	8 970	70	37 140	46	413
Bosnie-Herzégovine	8 530	66	67 100	83	*789*
Monténégro	6 740	52	47 820	59	*713*
Fédération	12 800	100	81 180	100	634

Aux termes de ce tableau :

1° En 1950 on retrouve la hiérarchie des républiques développées et sous-développées, avec toutefois une différence : le Monténégrin se trouve rejeté au bas de l'échelle avec un revenu plus de trois fois inférieur à celui du Slovène.

2° En 1956 la hiérarchie s'est modifiée : les Macédoniens ont rétrogradé à la dernière place après les habitants de la Bosnie et du Monténégro. D'autre part, nous l'avons vu, les Serbes sont maintenant nettement au-dessous de la moyenne yougoslave.

3° L'accroissement a été supérieur à la moyenne yougoslave dans quatre républiques ; dans l'ordre : Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Slovénie, Croatie. On peut donc dire que la politique préconisée a été positive pour deux des républiques sous-développées : Bosnie-Herzégovine et Monténégro. Elle a été insuffisante dans le cas de la Macédoine. Quant à la Serbie, malgré son développement économique, elle a jusqu'à un certain point fait les frais du progrès des autres républiques puisqu'elle apparaît maintenant comme un facteur négatif dans la progression du revenu national par habitant.

4° La disparité entre les niveaux d'existence des habitants des républiques n'a pas disparu, au contraire. L'écart entre les Slovènes, les plus favorisés, et les Monténégrins, les moins favorisés, en 1950 est de 126 points. Il est de 148 points en 1956 entre les Slovènes et les Macédoniens, les moins favorisés du moment.

Il faudra donc encore du temps pour que les nationalités disposent de la base matérielle nécessaire, aux yeux des marxistes, à leur liberté et à leur indépendance.

L'effort culturel

Sur ce plan l'inégal développement se marque tout d'abord par la proportion des illettrés. D'après le recensement de 1953, la situation est la suivante par rapport à la population âgée de plus de dix ans :

POPULATION ILLETTRÉE [26]

	Total	Dont femmes	% de la population	% des femmes
Slovénie	31 626	17 538	2,7	2,7
Croatie	522 112	384 135	16,3	22,4
Serbie	1 558 773	1 168 070	27,9	40,5
Monténégro	96 012	75 073	30,2	44,4
Macédoine	342 755	230 107	35,7	48,3
Bosnie-Herzégovine	853 151	631 552	40,1	57,0
Fédération	3 404 429	2 506 475	25,4	35,8

26. *Stat. God.*, 1957, p. 77.

On retrouve exactement la hiérarchie des républiques sous-développées du point de vue économique. En Slovénie, un remarquable développement : l'égalité des sexes est déjà une réalité, tout au moins pour l'instruction élémentaire.

Partout ailleurs, la condition de la femme est inférieure, en particulier chez les populations musulmanes ; le cas de la Bosnie-Herzégovine est caractéristique. En Serbie et en Monténégro enfin, le pourcentage des illettrés est alourdi par les minorités shqiptares et turques : la région autonome de Kossovo-Metohija compte 50,6 % d'illettrés et 59 % parmi les femmes [27], les plus fortes proportions de la Yougoslavie.

Il est encore trop tôt pour discerner un notable changement dans l'équilibre des masses lettrées et illettrées. L'analphabétisme est en effet un phénomène cristallisé en quelque sorte à partir d'un certain âge et qui ne peut être modifié que par le remplacement des générations. Dans l'ardeur de la révolution, on a vu se multiplier en 1945 les cours aux illettrés et les journaux ont été remplis d'attendrissantes histoires, les grand-mères apprenant à lire sous la direction de leur petit-fils, jeune partisan. Les résultats de ce zèle ont été pratiquement nuls et le régime a vite compris que la solution de l'analphabétisme était dans l'instruction de la jeunesse. Il existe donc un « stock » d'analphabètes âgés qui s'amenuise chaque année avec le mouvement naturel de la population. Aussi est-il important de connaître la répartition des illettrés par groupes d'âges.

POPULATION ILLETTRÉE PAR GROUPES D'AGES

(*En %*)

	Slovénie	Croatie	Serbie	Monténégro	Macédoine	Bosnie	Fédération
10 à 14 ans	3,8	3,4	3,9	3,2	5,2	9,8	5,4
15 à 19 ans	4,6	4,0	5,9	4,0	7,4	9,5	6,6
20 à 34 ans	11,6	12,6	20,0	16,6	21,1	25,4	20,2
35 à 49 ans	21,2	28,2	28,2	24,8	27,1	26,7	27,6
Plus de 50 ans	57,5	51,7	41,9	51,3	39,2	28,5	40,2
Total	100	100	100	100	100	100	100

De toute évidence, la disparition de l'analphabétisme sera d'autant plus rapide que la population d'illettrés enfants sera plus

27. *Stat. God.*, 1956, p. 58.

faible. Parmi les républiques sous-développées, la situation la meilleure de ce point de vue est, on le voit, celle du Monténégro, la plus mauvaise est celle de la Bosnie-Herzégovine. Sur la base actuelle d'une longévité moyenne de 59 ans, on peut considérer que dans 25 ans la Slovénie ne gardera plus que le cinquième environ de ses illettrés, quelque 6 à 7 000 personnes pour une population qui en 1978 sera proche de 2 millions (0,3 %). Par contre, la Bosnie-Herzégovine aura encore près de la moitié de ses illettrés : 400 000 sur quelque 5 millions, 9 à 10 % encore.

L'analphabétisme n'est en quelque sorte qu'un cas extrême : le développement culturel d'une population est fonction d'une part du niveau moyen d'instruction de ses citoyens, d'autre part de l'existence de gens pourvus d'une instruction secondaire ou supérieure susceptible de former des cadres. Le gouvernement s'est occupé de chiffrer avec soin ces divers éléments. A partir des données statistiques [28], on peut dresser le tableau suivant :

ANALYSE DE LA POPULATION AGÉE DE PLUS DE DIX ANS
D'APRÈS LE DEGRÉ D'INSTRUCTION

(En pourcentage par rapport à cette population) [29]

	Fédération	Slovénie			Monténégro	Macédoine	
Sans instr. scolaire (*a*)	42,0	15,2	30,4	43,1	47,0	50,8	67,1
Enseignement primaire	46,0	68,0	56,1	44,4	40,7	40,2	26,1
Ens. secondaire (*b*)	10,0	15,4	12,0	11,0	11,0	7,2	6,4
Ens. supérieur (*c*)	0,6	0,8	0,7	0,6	0,4	0,3	0,2

(*a*) Y compris ceux qui n'ont pas terminé l'école primaire.

(*b*) Outre les lycées, on a englobé dans cette catégorie les « écoles professionnelles inférieures » et les « écoles professionnelles secondaires », c'est-à-dire tout l'enseignement technique non supérieur et « l'enseignement secondaire d'enseignement général », correspondant à notre primaire supérieur.

(*c*) Facultés et hautes écoles, y compris religieuses et militaires.

La hiérarchie actuelle des républiques correspond donc exactement à la hiérarchie du développement économique : ce qui, notons-le en passant, montre l'exactitude des thèses du régime sur la

28. *Stat. God.*, 1957, p. 78.

29. La différence provient de l'existence d'un certain nombre d' « inconnus ».

nécessité de fournir aux nationalités une base matérielle pour leur développement. Le retard de la Bosnie-Herzégovine apparaît considérable. Mais si les différences sont grandes au niveau de l'enseignement primaire, au secondaire et au supérieur les pourcentages s'amenuisent partout, mettant en lumière une grave crise des cadres. Comment la Bosnie-Herzégovine peut-elle s'organiser économiquement, politiquement, culturellement avec seulement 5 800 diplômés des facultés et des grandes écoles ?

C'est à combler ce retard que vise la politique scolaire. Rappelons qu'en Yougoslavie la scolarité est obligatoire à partir de sept ans et pour une durée de huit ans. L'école fondamentale est donc l'école de huit ans (osmagodisnje skole), dont les quatre premières années (sept à dix ans inclus) forment l'école élémentaire ou primaire (osnovne skole). En fait, on le verra, l'école de huit ans est loin d'exister encore partout, si bien que les statistiques yougoslaves assimilent les écoles de huit ans à l'enseignement secondaire et les comptent avec les lycées de type traditionnel (Gimnazije).

L'expression la plus simple de la politique scolaire est l'augmentation du nombre des écoles.

NOMBRE D'ÉCOLES PAR RÉPUBLIQUE POPULAIRE

	Fédération	Slovénie	Croatie	Serbie	Monténégro	Macédoine	Bosnie
Ecoles primaires							
1938-39	8 989	871	2 549	3 187	440	850	1 092
1956-57	14 116	1 190	3 569	4 795	672	1 499	2 391
Augmentation % (a)	58	37	42	49	55	76	117
Lycées et écoles de 8 ans							
1938-39	439	68	127	117	37	33	57
1956-57	2 467	214	451	1 251	101	232	218
Augmentation %	460	217	255	979	173	612	182
1938-39	26	4	10	11	0	1	0
1956-57	98	15	28	35	1	7	12

(a) On n'a pas tenu compte des écoles professionnelles dont la comparaison est plus difficile.

L'évolution du nombre des écoles primaires correspond parfaitement à la politique définie : l'augmentation est d'autant plus forte que la république est plus arriérée. Pour l'enseignement secondaire,

l'évolution est moins claire : l'augmentation la plus spectaculaire est celle de la Serbie, elle tient à la transformation de nombreuses écoles primaires en écoles de huit ans, autrement dit à une application plus rapide qu'ailleurs du nouveau régime scolaire. Même phénomène sans doute en Macédoine.

Mais le seul critère rigoureux du succès de la politique scolaire est celui de la scolarité effective, c'est-à-dire la proportion entre le nombre d'enfants d'âge scolaire et celui des enfants qui fréquentent l'école. Problème délicat sur lequel les statistiques officielles sont muettes, mais que l'on peut éclairer à partir des données qu'elles fournissent.

SCOLARITÉ EN 1956-1957 : Enfants de 7 à 14 ans

	Nombre d'enfants d'âge scolaire	Nb d'élèves dans les écoles primaires et secondaires (a)	Pourcentage
Slovénie	197 000	187 000	94,9
Croatie	508 000	506 000	99,6
Serbie	916 000	857 000	93,5
Monténégro	74 000	62 000	83,7
Macédoine	218 000	188 000	86,2
Bosnie-Herzégovine	499 000	356 000	71,3
Fédération		2 103 000	

(a) Dans les lycées, on a compté comme ayant moins de quinze ans la moitié des effectifs.

Le cas de la Slovénie doit être réservé ; en 1955-1956, il n'y existait pratiquement pas d'écoles de huit ans et les enfants de onze à quatorze ans allaient au lycée. En dehors de cette république, le tableau met en lumière une scolarité partout très élevée, sauf en Bosnie-Herzégovine où 30 % des enfants ne fréquentent pas l'école, mais où la scolarité, d'après les responsables [30], s'élève à 92 % si l'on s'en tient à l'école de quatre ans. Dans la république la plus défavorisée, le nombre d'enfants qui ne peuvent pas, faute d'écoles, bénéficier de l'enseignement élémentaire est donc de l'ordre de 8 %.

30. Déclaration du directeur de l'Instruction publique de Bosnie-Herzégovine.

La situation était bien moins favorable avant la guerre. En l'absence d'éléments suffisants pour calculer la scolarité par république, l'évolution de l'ensemble est donnée ci-dessous :

POURCENTAGE DE LA SCOLARITÉ [31]

	1920-21	1930-31	1951-52
Enfants de 7 à 18 ans	30	44	54
Garçons	—	51	59
Filles	—	36	48
Enfants de 7 à 13 ans	47	64	83
Garçons	—	73	89
Filles	—	55	77
Enfants de 14 à 18 ans	5	10	17
Garçons	—	14	22
Filles	—	6	11

Comme il fallait s'y attendre, le progrès est particulièrement remarquable pour la scolarité des fillettes de sept à treize ans : augmentation de 22 % de 1931 à 1951. Quant à l'inégal développement par nationalité, on se contentera d'un chiffre : en Bosnie-Herzégovine, la fréquentation de l'école primaire était en 1938-1939 de l'ordre de 45 %, soit 20 % de moins que la moyenne yougoslave d'alors [30], et 37 % de moins que l'actuel niveau de la République. Dans le domaine scolaire, la politique des nationalités apparaît nettement positive.

En attendant d'en recueillir tous les fruits, le niveau culturel des diverses républiques peut être mis en lumière par certains signes : nombre de livres, de journaux édités, d'appareils de radio possédés, de cinémas fréquentés par la population. En ces domaines, les données statistiques sont abondantes, sinon toujours précises.

Le nombre de livres imprimés par 100 habitants met en bonne place, la seconde, la République de Serbie. Au contraire le Monténégro apparaît de loin le dernier. Cette double anomalie par rapport au classement plusieurs fois établi du degré de développement des républiques s'explique aisément. La Serbie bénéficie à Belgrade

30. Déclaration du directeur de l'Instruction publique de Bosnie-Herzégovine.
31. Tableau extrait de *The Population of Yugoslavia, op. cit.*, p. 59.

de la présence du gouvernement fédéral et de nombreux services officiels qui participent activement à la publication. En sens contraire, le Monténégro, domaine du serbo-croate et de l'écriture cyrillique, apparaît sur le plan de l'édition comme un client de la Serbie. Les trois dernières colonnes du tableau permettent en tous cas, et compte tenu de l'anomalie serbe, de retrouver la distinction entre républiques développées et sous-développées.

LES LIVRES

	Tirage en milliers	Nb de livres pour 100 h.	Pourcentage par république		
			du total des livres	du total de la populat.	Différence
Slovénie	3 547	230	13	8,5	+ 4,5
Croatie	6 287	154	25	22,7	+ 2,3
Serbie	13 507	184	51	41,2	+ 9,8
Macédoine	953	67	3,6	8,0	— 4,4
Monténégro	161	35	0,6	2,6	— 2,0
Bosnie-Herzégovine	1 896	61	6,8	17,3	— 10,5
Fédération	26 351	147	100	100	

LES JOURNAUX

(En première colonne, entre parenthèses, le nombre des quotidiens)

	Nombre de journaux	Tirage en 1 000	Tirage par habitant
Slovénie	54 (4)	60 509	39,2
Croatie	137 (6)	71 314	17,4
Serbie	222 (6)	237 081	32,4
Macédoine	27 (1)	10 412	7,3
Monténégro	8	719	1,6
Bosnie-Herzégovine	49 (1)	22 652	7,3
Fédération	497 (18)	402 687	22,5

On retrouve dans ce tableau la même anomalie que pour les livres, par suite du rôle de Belgrade dont les grands journaux, *Politika, Borba* surtout, organe officiel du Parti, se lisent dans tout le pays. Noter aussi l'absence de quotidiens en Monténégro : ce

sont les journaux serbes qui y sont lus. Pour les autres républiques, on voit que le Slovène a à sa disposition 39 journaux — le Macédonien et l'habitant de Bosnie-Herzégovine : 7 seulement.

RADIODIFFUSION ET CINÉMA [32]

	Nombre d'appareils	Nb d'hab. par appareil	Cinéma	
			Nombre de spectateurs (en 1 000)	Fréquentation annuelle par habitant
Slovénie	185 503	10	15 082	10 fois
Croatie	244 432	20	28 518	7 «
Serbie	316 785	29	39 615	5,5 «
Macédoine	47 840	39	5 928	4,2 «
Monténégro	11 781	70	1 515	3,3 «
Bosnie-Herzégovine	84 020	49	10 734	3,4 «
Fédération	890 361		101 392	5,7 «

Les Monténégrins paraissent les moins favorisés : ils ont sept fois moins de postes de radio que les Slovènes et vont trois fois moins au cinéma.

Les comparaisons avec l'avant-guerre ne sont possibles que pour l'ensemble de la Fédération. Elles marquent dans tous les domaines un incontestable progrès. Ce progrès s'est assurément fait sentir dans les différentes républiques. Il n'en reste pas moins que des différences de niveaux culturels demeurent entre les nationalités : si intense qu'il ait été, l'effort doit être continué pour arriver à une égalité qui ne soit pas seulement théorique.

CONCLUSION

Le bilan d'ensemble est finalement positif. La Yougoslavie nouvelle s'est attaquée avec courage et loyauté au problème qui se posait à elle et qui conditionnait son existence même. Ce serait faire preuve d'aveuglement que de le considérer actuellement comme

32. Pour les appareils de T.S.F., les chiffres sont ceux de 1957. Pour les spectateurs de cinéma, de 1956. Les statistiques ne distinguent pas les postes de T.S.F. privés et ceux des usines, cafés, etc.

résolu. L'égalité de développement matériel et culturel des diverses nationalités est encore loin d'être atteinte. En outre les « séquelles de l'esprit bourgeois » sont encore perceptibles. A Zagreb par exemple, il existe encore un certain chauvinisme croate. De la part des anciens éléments dirigeants bien sûr. Mais tel membre du Parti envoyé à Belgrade à la fin de la guerre n'a eu de cesse de revenir à Zagreb, « la seule ville où il puisse vivre ! » Et l'amour de la petite patrie atteint chez les Slovènes à un degré facilement exclusif. Plus grave est la survivance d'un certain « grand serbisme » qui va jusqu'à dénier aux Macédoniens leur particularisme national : « Il n'y a pas de Macédoine », déclarait tel intellectuel. Enfin lorsqu'à Ljubljana ou à Zagreb on parle des habitants de Sarajevo ou de Skopje : « Ce sont des Orientaux », s'entend-on répliquer, souvent avec quelque mépris, et c'est tout juste si l'on n'applique pas la même remarque à Belgrade !

La vieille mentalité subsiste, mais elle tend à s'effacer. Les jeunes ont le souvenir trop cuisant des luttes nationales pour ne pas s'en détourner avec horreur. L'éducation et surtout la construction en commun du pays peuvent transformer l'actuel « chacun chez soi » des sages de plus de trente ans en une véritable amitié entre les peuples Yougoslaves. Il faut du temps encore pour effacer les plaies anciennes, créer les habitudes nouvelles. Le Régime s'y emploie. Le problème des nationalités se résout chaque jour plus complètement.